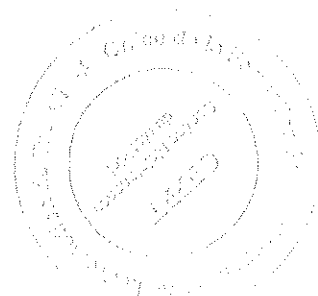


**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**  
**(C. P. S.)**

  
RZ



**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES**

Marché n°..... / 2025.

Passé en application de l'article 21 et de l'article 8 « Marché reconductible », du décret N°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

d'une part : L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.),  
représenté par son Directeur Général,

Et,

D'autre part :

La société :.....

- Titulaire du compte ..... (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société : .....

- Adresse du domicile élu : .....

- Affiliée à la CNSS sous le n° : .....

- Inscrite au registre de commerce de ..... (localité) sous le n° : .....

- Patente n° : .....

- N° d'identification Fiscale .....

- ICE.....

- Représentée par : Monsieur .....

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés



## **CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES :**

### **ARTICLE N°1 : OBJET DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION**

La maintenance multi techniques, y compris consommables, pièces de rechange et main d'œuvre, des Unités Mobiles de Formation de l'OFPPT.

### **ARTICLE N°2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ**

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales complété par l'offre technique,
- 3- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 4- L'offre technique du titulaire,
- 5- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002) ;

### **ARTICLE N°3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES**

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).  
La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003).
- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires.
- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
- La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

### **ARTICLE N°4 : CARACTERE DES PRIX**

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

### **ARTICLE N°5 : NATURE DES PRIX**

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge

pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

#### **ARTICLE N°6 : DROITS DE TIMBRES.**

Le prestataire de service doit acquitter les droits de timbre du marché, tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur.

#### **ARTICLE N°7 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ**

Le présent marché reconductible est conclu pour une période déterminée n'excédant pas l'année en cours. Il sera reconduit tacitement d'année en année dans la limite d'une durée totale de trois (3) années consécutives. La durée du marché court à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations prévue par ordre de service.

La non-reconduction du marché est prise à l'initiative de l'une des deux parties moyennant un préavis de trois (3) mois adressé par lettre recommandée avant sa date d'échéance. Elle donne lieu à la résiliation du marché.

Pour les délais d'exécution des prestations objet du marché, il y a lieu de se conformer aux dispositions susmentionnées :

#### ❖ Maintenance Préventive

Type de visite	Lieu	Fréquence	Description
Visite technique et nettoyage général	Lieu de l'équipement	1 fois par trimestre	Les opérations d'inspection, lubrification, vidange .... etc. conformément au plan de maintenance préventive Ainsi que le nettoyage intérieur et extérieur.

#### ❖ Maintenance corrective :

##### - Niveau de criticité

Les défaillances sont classées selon 2 niveaux de criticité.

Ces criticités déterminent les performances attendues en termes de réactivité en cas d'anomalie.

Niveaux	Installations	A titre indicatif
Niveau C1 : très critique	Dont toute défaillance peut remettre en cause l'activité du site ou la sécurité des personnes et des biens.	- Coupure d'électricité générale : toute l'unité est hors service -Fuite majeur ou inondation -Odeur de fumé -Risque de chute - Porte d'entrée bloquée, -Extensible bloqué ; -Panne de route -Crevaision
Niveau C2 : critique	Dont toute défaillance peut affecter les conditions de confort ou de fonctionnement d'une zone. Autres défaillances mineurs	Signalétique extérieur (éclairage...) Défaillance d'un ou de plusieurs éléments d'alimentation au niveau utilisateur : prises de courant, câble ... Climatisation Fuite qui ne cause pas de dégâts Problème au niveau du Canon, serrure, paumelle, faux plafond Eclairage intérieur : lampes grillées, niveau d'éclairage Changement accessoires, etc.

- **Délai d'intervention :**

Le délai d'intervention est le délai compris entre le moment où le prestataire est averti d'une demande d'intervention et le moment où il est sur les lieux pour effectuer le dépannage.

Le Délai de de remise en service : Il s'agit de la durée maximale de l'intervention ou de dépannage nécessaire pour remettre en service l'installation, à compter du moment où le prestataire est averti de la panne.

Le Délai de remise en état : La remise en état définitive de fonctionnement s'étend comme remise en état permanent de retrouver les installations selon leurs spécifications initiales. Ce délai court à compter d'un constat contradictoire pour effectuer la remise en état définitive.

Ces délais peuvent être prolongés par l'OFPPT sur propositions du prestataire ; en fonction :

Délai d'approvisionnement

Dans le cas où les réparations nécessitent des travaux de manutentions et des autorisations spéciales.

Après la déclaration de l'incident par l'OFPPT, le prestataire s'engage à intervenir sur l'installation et la réparer, dans les délais indiqués dans le tableau ci-après dans les villes où il est installé.

Niveau de la panne	Délais d'intervention	Délais de remise en service	Délai de remise en état
C1	24h	48h	5 jours ouvrés
C2	A programmer en commun accord avec l'OFPPT	A programmer en commun accord avec l'OFPPT	A programmer en commun accord avec l'OFPPT

La demande de l'intervention sera envoyée par l'OFPPT au prestataire par l'un des moyens de communications suivants : Lettre, Téléphone, Fax, E-mail, ...etc.

**ARTICLE N°8 : PENALITES**

A défaut pour le titulaire d'exécuter les prestations qui lui sont demandées dans les délais cités ci-après, il encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- Un pour mille (1/1000) par jour calendaire du montant total annuel TTC avec prise en compte des éventuels avenants et ce, par Unité Mobile de Formation concernée en cas de retard au-delà de vingt-quatre (24) heures suivant l'envoi d'un fax ou email à titre de rappel pour la maintenance corrective, des pannes de criticité **C1**.

-Un pour mille (1/1000) par jour calendaire du montant total annuel TTC avec prise en compte des éventuels avenants et ce, par Unité Mobile de Formation concernée, si au bout de 48 heures la réparation corrective demandée n'est pas effectuée.

- Cinq cent (500,00) dirhams par jour calendaire en cas de réalisation au-delà de la date limite fixée pour chaque type d'entretien préventif. (Entretien mensuel : fin de mois, entretien trimestriel : fin de trimestre, entretien semestriel : fin de semestre, entretien annuel : fin d'année).

Le montant des pénalités sera, déduit d'office des acomptes des sommes dues au titulaire du marché,

Le montant global des pénalités est plafonné à 8 % du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il a souscrites au titre du marché reconductible,

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

**ARTICLE N°9 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF**

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **Vingt mille (20.000,00) Dirhams**.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG- EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 70 du CCAG-EMO applicable, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestataires s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphe 2 du CCAG-EMO.

#### **ARTICLE N°10 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE**

Compte tenu de la nature des prestations, il n'est prévu ni délai de garantie ni retenue de garantie.

#### **ARTICLE N°11 : RECEPTION DES PRESTATIONS**

Compte tenu de la nature des prestations, les réceptions partielle et définitive sont confondues. **Trimestriellement**, le maître d'ouvrage procède à la vérification de la conformité des prestations de services réalisées aux spécifications techniques du marché et vis-à-vis des règlements en vigueur, notamment les fiches de la maintenance préventive et corrective dûment signées par les deux parties (entreprise / OFPPT) et prononce, le cas échéant, la réception partielle des prestations concernées.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception.

La dernière réception tient lieu de réception définitive du marché.

#### **ARTICLE N°12 : MODALITES DE PAIEMENT**

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur une base trimestrielle à terme échu et sur la base de décompte établi par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées.

Le montant de chaque décompte est réglé au prestataire de service après réception par le maître d'ouvrage des prestations objet du marché.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage, et réceptionnés conformes par ce dernier.

#### **ARTICLE N°13 : DELAIS DE PAIEMENT**

En application des dispositions prévues par la Loi 69-21, le délai de paiement des sommes dues aux titulaires de ce marché est de **120 jours**, et ce, conformément aux articles 78-1 et 78-2 de ladite loi.

#### **ARTICLE N°14 : SOUS –TRAITANCE**

Si le prestataire envisage de recourir à la sous-traitance, il sera appliqué les dispositions de l'article 151 du décret n°2-22-431.

il doit communiquer au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants.
- le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

**Les Prix qui représentent le corps d'état principal du marché sont : Prix n°1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22.**

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises

innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto-entrepreneurs, conformément à l'article 151 du décret n°2-22-431.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

#### **ARTICLE N°15 : DOMICILE DU TITULAIRE**

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc, qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement, ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise, dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

#### **ARTICLE N°16 : VALIDITE DU MARCHÉ**

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'Office ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

#### **ARTICLE N°17 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ**

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.

#### **ARTICLE N°18 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

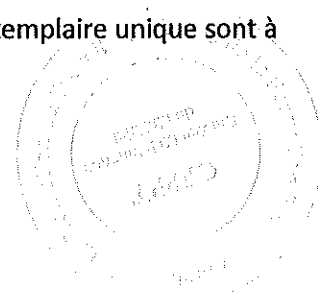
En application des dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, le titulaire doit souscrire, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, les polices d'assurances qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

#### **ARTICLE N°19 : NANTISSEMENT**

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précis que :

- + La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'O.F.P.P.T ou son délégataire.
- + Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficier des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire.
- + Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.



**ARTICLE N°20 : RESILIATION DU MARCHE**

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur ; le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO).

Le marché peut être résilié si l'un des parties signataires du marché ne respecte pas ses obligations contractuelles, si des événements de force majeure surviennent, ou si des motifs d'intérêt général le justifient.

**ARTICLE N°21 : MESURES COERCITIVES**

Il sera fait application des mesures coercitives prévues la CCAG-EMO, notamment celle prévues dans l'article 52. Lorsque le titulaire ne se conforme pas, soit aux stipulations du marché, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par l'OFPPT, l'autorité compétente le met en demeure d'y satisfaire dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification de la mise en demeure.

Passé ce délai, si le titulaire n'a pas exécuté les dispositions prescrites, l'autorité compétente peut prononcer la résiliation pure et simple du marché, assortie de la confiscation du cautionnement définitif.

**ARTICLE 22 : VERSEMENT A TITRE D'AVANCE AU TITULAIRE DU MARCHE**

Conformément au décret n° 2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 Mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché a droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné. Le taux d'avance est fixé à 10% du montant du marché dans les conditions de l'article 2 et 5 du décret. Le titulaire du marché est tenu de constituer préalablement à l'octroi de l'avance, une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant des avances consenties par le maître d'ouvrage. La révision des prix n'est pas prise en compte dans le calcul du montant de l'avance. Les taux et les conditions de versement ne peuvent pas être modifiés par avenant. Il ne peut être modifié même à l'occasion d'avenants ayant pour effet d'augmenter ou de diminuer le montant du marché. Le remboursement de cette avance sera effectué par déduction sur chaque acompte d'un montant égal à 25%, de manière que le remboursement de la totalité de l'avance soit opéré lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 80% du montant du marché. Si le marché ne donne pas lieu à versement d'acomptes et fait l'objet d'un seul règlement, l'avance est récupérée en une seule fois par précompte sur le règlement.





## **CHAPITRE II : CLAUSES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES :**

### **ARTICLE N°01 : CADRE DE LA PRESTATION**

Depuis 1977, l'OFPPT a adopté le projet de la formation itinérante par espace mobile. Ce mode de formation constitue un des piliers de la formation professionnelle au Maroc car il offre une formation au profit des jeunes des communes rurales lointaines.

Aussi, les orientations royales s'articulent sur la nécessité de recueillir des besoins de la formation itinérante auprès des communes rurales. Leur exploitation doit être permanente reflétant la réactivité de dispositif de l'OFPPT et son adaptabilité pour une meilleure inclusion de ces communes dans le paysage socio-économique du Maroc.

### **ARTICLE N°02 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

L'objectif des prestations est de maintenir les Unités mobiles en bon fonctionnement en assurant :

- L'atteinte des objectifs en termes de formation par Unité Mobile au niveau des communes et des zones rurales.
- Un climat convivial pour le déroulement des formations.
- Assurer la sécurité des personnes et du matériel que soit durant le déroulement de la formation ou lors de déplacement des Unités mobiles.

D'une manière générale, les prestations comprennent :

- La maintenance préventive des Unités Mobiles ;
- L'assistance lors de la fermeture, l'ouverture et le déplacement des Unités Mobiles ;
- La maintenance corrective en cas des défaillances ;
- Le changement de l'habillement.

### **ARTICLE N°03 : LES UNITES MOBILES DE FORMATION CONCERNEES**

Les prestations concernent :

- Le parc des Unités Mobiles de Formation de l'OFPPT mentionné dans l'annexe 3.
- Le camion tracteur existant de marque IVECO.

**NB :** Vu que les UMF sont en déplacement fréquent, la commune d'affectation est donnée à titre indicatif.

### **ARTICLE N°04 : PRESTATIONS ET MISSIONS**

#### **✦ La Maintenance préventive et corrective des Unités Mobiles de formation**

##### **Disponibilité des UMF :**

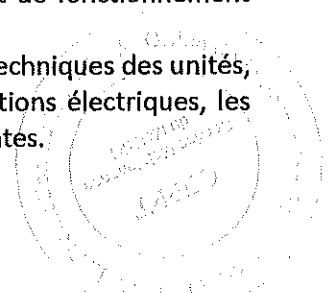
Le résultat de l'ensemble des actions du titulaire devra améliorer la disponibilité de l'ensemble des Unités Mobiles de Formation objet du marché.

##### **Maintenance préventive :**

La Maintenance préventive consiste à effectuer des interventions de contrôle, inspections, tests, réglages, mise au point voire remplacement de Pièces, afin de maintenir les Unités dans un état de fonctionnement normal et de prévenir les pannes dues à son vieillissement.

Une intervention de maintenance préventive inclut une vérification des caractéristiques techniques des unités, l'environnement, l'état physique, les ouvertures et fermetures, les vérins, les alimentations électriques, les connexions et le fonctionnement des systèmes installés dans les Unités et leurs composantes.





En outre, le Prestataire doit proposer à l'OFPPT une « Check-list de la maintenance préventive ». Chaque intervention de maintenance préventive donnera lieu au renseignement de cette liste et à sa signature par le représentant du maître d'ouvrage et par l'intervenant.

Lors des visites préventives, le Prestataire doit remonter tout dysfonctionnement constaté de tout matériel installé.

Une intervention de Maintenance préventive inclut :

**Pour les Unités mobiles : Vérification de l'état de l'unité mobile ainsi que l'ensemble des équipements installés (les équipements pédagogiques ne sont pas pris en compte dans le présent marché) ;**

- Vérification de l'ajustage et de l'état des portes, système d'ouverture, fenêtres ;
- Vérification du fonctionnement des différentes serrures ;
- Recenser les éléments et les articles nécessitant un remplacement et les remplacer en cas de besoin (accessoires, poignée, serrure, bouton, charnière, tige, coulisse, paumelle, verrous, roulette, canon, accoudoir ...) ;
- Lubrification et graissage de système de guidage de l'extension, le cas échéant ;
- Changement des bandes d'usures des guidages, le cas échéant
- Contrôle de l'état des joints ;
- Vérification de l'étanchéité des unités ;
- Changement des joints défectueux ;
- Contrôle de l'état des fusibles et remplacement si besoin
- Contrôle du bon fonctionnement d'ouverture - fermeture
- Vérification des vis de fixation et resserrage si besoin
- Vérification contrôle du système d'extensible
- Vérification et contrôle des stabilisateurs ;
- Vérification et contrôle du système hydraulique
- Vérification et contrôle des escaliers et Hayon le cas échéant ;
- Changement des pièces défectueuses ;
- Nettoyage général de l'UMF (extérieur et intérieur) ;
- Traitement des parties corrodées et traitement antirouille et changement si c'est nécessaire ;
- La vérification de l'automatisme d'ouverture et fermeture de l'UMF, le cas échéant ;

**Pour le système électrique :**

Vérification des différentes sources d'énergie ;

- Test à vide ;
- Mesures et relevés ;
- Câbles de distribution et départs électriques ;
- Vérification générale des câbles visibles et recherche d'anomalies ;
- Présence de connexions nuées sous tension ou non protégés ;
- Chemins de câbles :
- Vérification des organes de fixation, des mises à la terre des chemins de câbles ;
- Plinthe électrique :
- Organisation du câblage à l'intérieur de la plinthe électrique ;
- Renouvellement des accessoires de fixation défectueux ;
- Petit appareillage (prises de courant ondulées, prises de courant normales, interrupteurs,) ;
- Inspection générale, recherche d'anomalies et correction des :
- Mauvaises fixations ou détériorations ;
- Blessures de câble ou mauvaises connexions ;
- Prises de terre défectueuses ;
- Pièces nues sous tension ou protégées ;

**Lustrerie :**

- Vérification de l'état général des luminaires ;
- Changement des luminaires défectueux ;

*[Signature]*



- Dépoussiérage, nettoyage ;
- Vérification de l'état du support et de la qualité de la fixation ;
- Vérification s'il y a lieu de l'étanchéité, des auxiliaires d'allumage ;

#### Onduleur, le cas échéant :

- Vérification de l'état de l'onduleur, chargeur, redresseur, bypass statiques y compris interconnexions, supports et raccordements,
- Vérification des ensembles de batteries, supports, liaisons et raccordements,
- Groupe électrogène :
- Entretien complet des groupes électrogènes (nettoyage complet, contrôle général, niveau de gasoil, Filtres, test électrique, contrôle des batteries...). Protection anticorrosion des parties métalliques.
- Vidange complète du groupe électrogène (changement d'huile et filtres huile et gasoil)
- Contrôle et tests nécessaires sur la partie automatisme de l'installation.
- Contrôle des voyants et remplacement des éléments défectueux.
- Les tests à vide du groupe électrogène devront se faire à chaque visite préventive.

#### Système solaire :

- Nettoyage des panneaux PV
- Vérification des connexions
- Vérification du fonctionnement
- Vérification des batteries
- Vérification du convertisseurs et chargeur des batteries ...

#### La Semi- Remorque :

##### ❖ Châssis :

- ❖ Le contrôle technique du châssis
- ❖ Le serrage des boulons
- ❖ Le traitement et la peinture des zones corrodées
- ❖ Le nettoyage et le graissage
- ❖ Le système du freinage :
- ❖ Le contrôle, La vérification et la remise en état du système du freinage
- ❖ Le nettoyage des tambours ou le changement le cas échéant
- ❖ Le changement de la garniture du frein, le cas échéant
- ❖ Le système de suspension :
- ❖ Le contrôle, La vérification et la remise en état du système de la suspension
- ❖ Le contrôle et le changement des coussins d'air le cas échéant
- ❖ Le contrôle du circuit pneumatique y compris l'élimination des fuites et le remplacement des accessoires défectueux.

##### ❖ Les essieux :

- Le contrôle, La vérification et la remise en état des essieux.
- Le contrôle de tous les pneus y compris le pneu de secours à savoir (la pression, les sculptures et l'usure de pneus ...), la réparation des crevaisons, la peinture des jantes et le resserrage des goujons.
- Le contrôle des roulements
- Le serrage des boulons
- L'éclairage de la semi-remorque :
- Le contrôle, la vérification et la remise en état de toute la signalisation de la semi- remorque.

#### La Climatisation, ventilation et chauffage (CVC)

- Nettoyage des appareils de climatisation, ventilation et chauffage
- Brossage et peinture des parties oxydées
- Vérification le niveau d'huile, du voyant du réfrigérant, du fluide frigorigène, de la résistance du carter, des purges, condenseurs à air, disjoncteurs, fusibles, interrupteurs, tensions d'alimentation électrique, des charges et du bon fonctionnement des expansions,

- Nettoyage ou changement des filtres à air, de l'écoulement des condensats, de l'évaporateur, des condenseurs à air, des condenseurs à eau et des tours de refroidissement,
- Vérification et serrage des câbles et connexions,
- Suppression éventuelle des vibrations de tuyauterie
- Graissage des paliers
- Relevé de la pression haute et basse, des intensités absorbées, des tensions,
- Relevé des températures et hygrométrie extérieures
- Relevé des températures à l'entrée et la sortie de l'évaporateur, des condenseurs d'eau, de l'eau glacée
- Vérification et étalonnage des thermiques
- Détartrage des condenseurs à eau
- Prélèvement de l'eau de refroidissement des circuits frigorifiques pour analyse.

**N.B :**

Les opérations de maintenance préventive susmentionnées sont données à titre indicatif et s'elles sont insuffisantes pour atteindre les objectifs du niveau de service du CPS, le titulaire est tenu de proposer un plan de la maintenance préventive et le valider avec l'OFPPT et ce, pour mise en œuvre et application dans le cadre du présent marché.

La visite d'entretien préventif inclut le déplacement de l'équipe y compris le transport de l'outillage adapté, des consommables, les prestations à réaliser et les documents à fournir ainsi que le temps de la main d'œuvre.

Déroulement des prestations de maintenance préventive :

Les équipes du titulaire assureront en coordination avec le représentant de L'OFPPT :

La réalisation des actions préventives ;

Les diagnostics des dysfonctionnements ;

La formation des formateurs et utilisateurs sur la maintenance premier niveau ;

La protection et la préservation du bon fonctionnement des équipements dans les lieux d'intervention ;

Les essais après interventions ;

Le nettoyage après intervention ;

La gestion des déchets après intervention conformément aux normes en vigueur ;

Le suivi et la traçabilité des actions préventives ;

La rédaction des rapports d'intervention ;

Le respect des procédures et règlement de l'OFPPT lors de l'exécution des prestations ;

Organisation des interventions ;

NB :

- Le planning des visites préventives doit être arrêté en commun accord avec le maître d'ouvrage.
- En cas de besoin, Le tractage des UMF vers l'atelier de réparation est à la charge du prestataire.
- Le nettoyage de l'UMF doit être réalisé par un matériel dédié.
- Le prestataire est amené à utiliser un lubrifiant anti-adhérent et démoulant au niveau des guides des extensions et des tiges des vérins.

❖ **Maintenance corrective :**

La Maintenance corrective consiste à effectuer des interventions sur les unités Mobiles pour remettre les Unités ou un de leurs composants ou les équipements installés en état après un dérèglement, une dégradation physique ou une défaillance totale ou partielle,

Pour chaque déclaration d'incident signalé et communiqué par l'OFPPT au prestataire, ce dernier est tenu d'exécuter les tâches suivantes :

- Réception et enregistrement de la demande ;
- Diagnostic et relevée des anomalies de l'incident déclaré ;
- Assistance téléphonique et dépannage à distance ;

L'intervention sur site ou dans les ateliers du prestataire selon l'urgence et la criticité ;

- Réparation ou remplacement des pièces et composants défectueux par des pièces de rechange neuves, non utilisées et de la même marque d'origine ou marque équivalente ; (pièces : serrures, canon, charnière, paumelles poignets, serrures, détecteur, carte électronique, différents type des

lampes, contacteur, disjoncteur ballast, coude ,tube pvc, extraction sanitaire, collecteur, siphon, mécanisme, toutes types des robinets, radiateur, ventouse, moto ventilateur, moteur , pompes , piston, distributeur, câble électrique, câble informatique, câble de caméra, tube en cuivre, sonde , capacité compresseur, prise , coffret, batterie, afficheur, turbine ,vanne à quatre voix pièce de fixation, mécanisme, lames, glissières pièces d'usure, revêtement , panneaux solaires, onduleur, régulateur, pièces mécaniques , carte électronique, connecteur,.....etc.

- Diagnostic des Incidents et identification de leurs causes ;
  - Correction des Incidents par la réparation ou le remplacement du Matériel ou de la Pièce défectueuse, mise en place de solutions de contournement (solution provisoire permettant un fonctionnement minimum du Système en attendant d'effectuer les réparations...)
  - Réparation et changement des parties abimées de l'habillage des UMF.
  - Vérification du bon fonctionnement des unités, de l'équipement ou du composant réparé.
  - Établissement d'un rapport d'intervention en renseignant de façon précise et complète les rubriques de la « Fiche de maintenance corrective » et l'envoyer au Maître d'ouvrage dans la journée pour clôturer l'incident.
- Organisation des interventions :

- Déclaration de l'Incident :

En cas d'Incident, le maître d'ouvrage contact le correspondant du Prestataire par téléphone ou par courrier électronique pour intervenir dans les délais contractuels. Le maître d'ouvrage doit par la suite confirmer par l'envoi de la fiche de déclaration d'incident par e-mail. En cas d'urgence, le Prestataire ne doit en aucun cas attendre l'email de confirmation pour intervenir.

- Délais d'intervention et de réparation :

Le Prestataire ne peut se prévaloir de l'indisponibilité du personnel, du matériel ou d'accessoires pour ne pas respecter les délais d'intervention et de réparation.

Les délais d'intervention débuteront à partir du moment où le diagnostic de l'unité mobile a été réalisé et que la source des causes détectée. Cette première étape permettra au prestataire de dépêcher sur le site d'intervention l'équipe mobile équipée pour résoudre le problème. Le maître d'ouvrage sera avisé des résultats du diagnostic.

Etant donné la nature des Unités mobiles objet du présent contrat, certaines interventions nécessitent du matériel lourd et des installations techniques spécifiques. Dans ces cas les interventions se feront dans les sites de prestataire et le tractage des UMF est à la charge du titulaire.

- Périmètre géographique :

Au vu du déplacement des unités mobiles sur l'ensemble du territoire marocain, le Contrat couvre l'ensemble du royaume et Le prestataire devra dépêcher son équipe mobile pour intervention sur site.

### **Assistance à chaque déplacement de l'UMF :**

Le prestataire est amené à assister lors du déplacement des UMF en assurant :

- La préparation de l'UMF pour le tractage vers la nouvelle commune ;
- La vérification du nivellement du sol ;
- La correction du niveau de sol via des cales convenables (les cales seront à la charge du prestataire) ;
- L'ouverture, le contrôle et la préparation de l'UMF pour la formation ;
- Le branchement électrique de l'UMF ;
- Le remplissage du réservoir d'eau ;

Le maître d'ouvrage contactera le correspondant du Prestataire par téléphone ou par courrier électronique pour assurer l'assistance à chaque déplacement des Unités Mobiles de Formation.

### **Le changement de l'habillage de l'UMF**

- Le prestataire est amené à changer l'habillage de 10 UMF/an selon le modèle validé par les entités responsables de l'OFPPT.
- La conception et la préparation du modèle de l'habillage est à la charge du titulaire.

- L'habillage doit être de bonne qualité (film 5M ou équivalent).

#### ✦ **La Maintenance préventive et corrective du Camion tracteur :**

##### **a) La maintenance préventive :**

Le titulaire est amené à faire un suivi du kilométrage du camion tracteur afin d'effectuer la maintenance préventive selon les recommandations du constructeur :

- Vidange complet y compris consommables ;
- Révision générale y compris pièces de rechange et consommable du système de suspension ;
- Révision générale y compris pièces de rechange et consommable du système du freinage ;
- Changement des pneus abîmés ou dégradés en concertation avec les représentants de l'OFPPT ;
- L'équilibrage et le parallélisme des roues ;

Le plan de la maintenance préventive doit respecter les recommandations du constructeur et validé par les entités responsables de l'OFPPT.

##### **b) La maintenance corrective :**

La réparation y compris consommable et PDR de toutes les anomalies et défaillances au niveau du camion tracteur.

La réparation doit être faite sur site ou à l'atelier selon la criticité de la panne.

Des actions d'amélioration peuvent être proposées par les entités responsable de l'OFPPT pour le bon déroulement de l'opération du tractage des Unités mobiles de formation.

#### **ARTICLE 05 : PIECES DE RECHANGE & CONSOMMABLE :**

Les pièces d'usure et le consommable qui sont dédiés à la maintenance préventive sont à la charge du titulaire. L'achat des pièces de rechange nécessaire pour la maintenance corrective est à la charge du prestataire. L'achat des pneus est à la charge de l'OFPPT sauf qu'en cas d'urgence signalé (par exemple crevaison grave, explosion du pneu en route) par les entités responsables de l'OFPPT, Le titulaire doit prendre les mesures qui s'imposent pour assurer le changement du pneu en question jusqu'à l'acquisition d'un nouveau pneu par l'OFPPT.

Le démontage, l'installation des nouvelles pièces et la mise en service des équipements après ce remplacement et à la charge du titulaire.

#### **ARTICLE 06 : DEROULEMENT ET LIEU D'INTERVENTION :**

Les prestations doivent être exécutées à travers le royaume si nécessaire et selon la nature d'interventions et selon les modalités précisées ci-dessous et conformément à l'article n°07 du Chapitre I du CPS. :

##### **1-Horaires d'intervention :**

Le prestataire devra s'adapter aux horaires du Maitre d'Ouvrage en cas de changement d'horaires.

##### **2-Définition des jours et heures ouvrées**

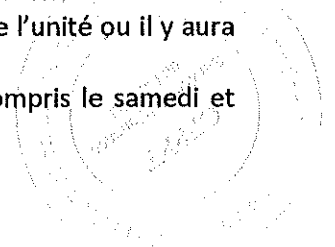
Les jours ouvrés sont les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis, hors jours fériés

Les horaires du travail sont de 8h 30 à 16H30.

Les interventions de maintenance préventive seront principalement programmées pendant les heures ouvrées.

Les opérations de maintenance qui mettent en cause la sécurité ou le déroulement des activités de l'OFPPT sont également réalisées en dehors de ces horaires en coordination avec le responsable de l'unité ou il y aura l'intervention.

Dans les cas d'urgence, l'OFPPT fait appel au prestataire en dehors de ces horaires y compris le samedi et dimanche.



**ARTICLE 07 : OBLIGATION DU TITULAIRE**

Le prestataire s'engage au niveau du présent marché à maintenir les unités mobiles, en bon état de fonctionnement et de remédier à toute défaillance éventuelle.

Il doit également mettre à la disposition de l'OFPPT tous les moyens dont il dispose pour réaliser la prestation requise dans les meilleures conditions (centre d'appel, ressources humaines de qualité, mobilité efficiente, etc.).

**Fourniture de l'outillage**

Le prestataire assure à ses frais, et sous sa seule responsabilité, la fourniture de l'outillage courant ou spécialiste et les appareils de mesure et de contrôle nécessaires à son activité.

A ce titre, chacun des techniciens du prestataire sera doté des matériels de dépannage et de mesure qui lui seront nécessaires

**Fourniture des moyens de communications**

Le prestataire met en place les moyens de communications nécessaires (équipement portatifs, téléphone portable. ; ) Pour permettre à chaque intervenant du prestataire d'être joignable à tout moment par le personnel de l'OFPPT ;

**Interlocuteur du prestataire**

-Le prestataire s'engage à désigner pour la réalisation des prestations un interlocuteur privilégié parmi ses collaborateurs

**Réunion de travail**

Une réunion sera tenue avant le démarrage du contrat entre les chefs de projets ; les chefs d'équipes du prestataire et les représentants de l'OFPPT pour étudier les différentes clauses du contrat et mettre en place une démarche d'exécution des travaux de maintenance.

Le prestataire et le représentant de l'OFPPT se réunissent périodiquement dans le cadre de réunions de suivi de l'avancement des prestations, de sorte que chacune des parties soit informée de l'avancement des prestations par rapport au planning, ainsi que des éventuels problèmes rencontrés. Le nombre et les dates seront arrêtés en commun accord entre les deux parties.

**Gestion du stock :**

Le prestataire prendra en charge l'achat et la gestion du stock des pièces nécessaires à ses interventions ;

Ce stock devra permettre l'entretien normal et le renouvellement des pièces défectueuses dans le cadre des prévisions que le prestataire sera tenu d'établir dès le début du contrat ;

Les stocks de Pièces ou Matériel de rechange sont constitués, financés et gérés par le Prestataire.

Le stock de Pièces ou de Matériel de rechange, assuré par le Prestataire, doit couvrir au minimum les quantités nécessaires à la gestion des urgences.

Le Prestataire installera exclusivement des Pièces, sous-ensembles de Pièces, ou Matériel de rechange d'origine Constructeur, neufs ou reconditionnés, testés, en bon état de fonctionnement. Le non-respect de cette obligation est considéré par le maître d'ouvrage comme manquement grave et pourra déclencher le processus de résiliation conformément à l'article « Résiliation ». En tout état de cause, le Prestataire a l'obligation de changer à ses frais toutes les pièces et Matériel de rechange non-conformes à l'origine constructeur sur simple demande du Maître d'ouvrage.

Le prestataire ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une rupture de stock pour justifier d'un manquement grave de ces obligations.

**Astreinte :**

Le prestataire mettra à la disposition du Maître d'Ouvrage 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, un service d'astreinte, inclus dans le forfait, chargé d'intervenir dans les meilleurs délais sur simple appel des responsables de l'OFPPT.

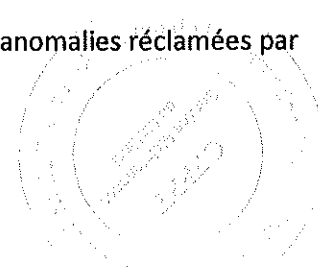
**Assistance à la visite technique, le cas échéant :**

Le prestataire est amené à assister l'OFPPT lors de la visite technique et à réparer les anomalies réclamées par les centres des visites techniques.

**Descriptif de la prestation de maintenance :**

La prestation demandée au titulaire par l'OFPPT se décline en trois volets :

Intervention pour la maintenance préventive ;



Intervention pour maintenance curative ;  
La remise en état.

#### **ARTICLE 08 : RAPPORTS & VALIDATION**

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est tenu d'établir les rapports et le tableau de bord nécessaires à la bonne évaluation des services qu'il prodigue. Il tiendra trimestriellement un rapport d'activité détaillant l'ensemble de son action dans le cadre de cet accord. Le canevas du rapport d'activité et les méthodes de calcul des indicateurs du tableau de bord devront être communiqués à, partagés avec et validés par l'OFPPT. Des réunions trimestrielles seront tenues au niveau du siège OFPPT en présence des représentants de l'OFPPT et ce, pour valider tous les documents précités et notamment le rapport d'activité par une analyse de l'ensemble des activités réalisées durant le mois concerné.

N.B. : Le titulaire est tenu de communiquer à l'OFPPT le nom et les compétences du responsable chargé de la coordination, le suivi et la gestion du marché, ce dernier est responsable de la préparation des documents nécessaires à la réception des prestations de maintenance objet du présent marché à savoir les rapports d'activités trimestriels, factures trimestrielles et les méthodes de calcul des indicateurs du tableau de bord et devra assister aux réunions trimestrielles.

#### **ARTICLE 09 : MOYENS D'EXECUTION**

Le titulaire est tenu de mettre, pour l'exécution des prestations, tous les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer une très bonne qualité de sa prestation, dans le respect total de toute réglementation en vigueur en relation avec l'exécution du présent marché, notamment :

Moyens humains : effectifs dotés des qualifications adéquates ;

Moyens matériels : équipements de protection individuel et outillage qualifié et requis ;

Moyens de transport et de déplacement ;

Le titulaire ne pourra jamais, à cet effet, se prévaloir de manque d'effectif et de matériel pour justifier une prestation autre que celle souhaitée par l'OFPPT.

#### **ARTICLE 10 : CONDITION DE REALISATION DES PRESTATION**

Les renseignements techniques et les indications données dans le dossier de consultation n'ont qu'un caractère indicatif dont l'appréciation est laissée au titulaire qui a la liberté de les contrôler par toutes enquêtes et mesures voulues.

D'une manière générale, le titulaire ne peut élever aucune réclamation, ni ne demander aucune indemnité au cas où il estimait que, du fait des renseignements donnés dans les documents contractuels, il aurait subi une perte ou des dépenses imprévus par suite de mésestimation des risques ou toutes sujétions.

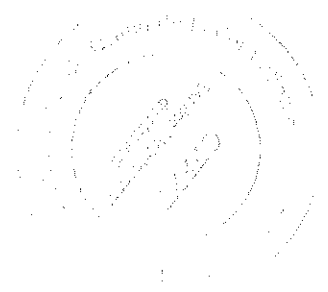
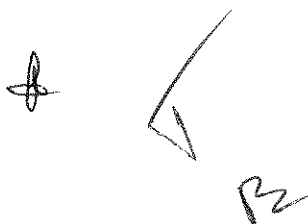
Le titulaire est réputé avoir étudié toutes les conditions d'exécution du marché et avoir lui-même contrôlé en détail que les travaux peuvent être exécutés conformément à ces conditions.

#### **ARTICLE 11 : DOCUMENTATION TECHNIQUE DE MAINTENANCE**

Elle est organisée en dossier par Unité Mobile. Chaque dossier comprend (supports papier et informatique) :

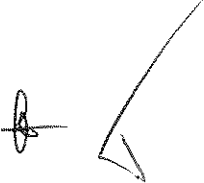
- Le nom de l'intervenant spécialiste, ayant en charge le suivi permanent des prestations,
- Le planning de maintenance préventive (entretien complet),
- Les procédures de maintenance préventive et corrective,
- Les rapports d'intervention préventive et corrective,
- Historique des équipements (date et cause des incidents et pannes, pièces remplacés, réparations effectuées, ...).

Toutes les opérations de maintenance (préventive ou corrective) doivent être renseignées dans un carnet d'entretien. La mise à jour de la documentation est à la charge du prestataire.





LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
<u>Lu et accepté</u>	<p>Le Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique</p> <p>Abdeltif AOURAGH</p> <p>Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique</p> <p>Abdeltif AOURAGH</p>

  
m



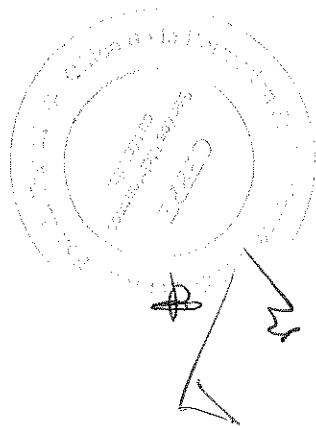
**BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF****AO N° 59 /2025**

**OBJET :** La maintenance multi techniques, y compris consommables, pièces de rechange et main d'œuvre, des Unités Mobiles de Formation de l'OFFPPT.

Prix N°	Désignation	Unité	Qté	PU HT	Prix Total HT
1	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°02	Trimestrielle	4		
2	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°03	Trimestrielle	4		
3	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°05	Trimestrielle	4		
4	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°06	Trimestrielle	4		
5	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°07	Trimestrielle	4		
6	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°08	Trimestrielle	4		
7	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°09	Trimestrielle	4		
8	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°10	Trimestrielle	4		
9	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°11	Trimestrielle	4		
10	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°12	Trimestrielle	4		
11	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°13	Trimestrielle	4		
12	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°14	Trimestrielle	4		
13	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°15	Trimestrielle	4		
14	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°16	Trimestrielle	4		
15	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°17	Trimestrielle	4		
16	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°18	Trimestrielle	4		
17	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°19	Trimestrielle	4		
18	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°20	Trimestrielle	4		
19	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°21	Trimestrielle	4		
20	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°22	Trimestrielle	4		
21	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°23	Trimestrielle	4		

22	Maintenance préventive et corrective de l'Unité Mobile de formation N°24	Trimestrielle	4	
23	Changement de l'habillage de l'UMF ;	U	10	
24	Maintenance préventive et corrective du Camion tracteur ;	Trimestrielle	4	
<b>Montant Total HTVA</b>				
<b>Montant TVA ( .....%)</b>				
<b>Montant Total TVA Comprises</b>				

Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation  
 Fait à ..... le .....  
 (Signature et cachet du concurrent)



**ANNEXE 3 : PARC DES UNITES MOBILES DE FORMATION.**

N° UMF	Commune/Ville	Type
2	OULED TAIMA / TAROUDANT	MONO à Caisse non extensible
3	MOULAY BOUAAZA	Dio (deux SR) Extension latérale à commande mécanique
5	TETOUAN	Dio (deux SR) Double extension latérale à commande mécanique
6	KENITRA	Mono double extension latérale à commande mécanique
7	TAHANAOUT	Mono double extension latérale à commande mécanique
8	TAHANAOUT	Mono double extension latérale à commande mécanique
9	TAFRAOUT	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /13 m L
10	TAZNAKHT/ OUARZAZATE	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /13 m L
11	OULED TAIMA / TAROUDANT	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /13 m L
12	SIDI SLIMANE	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /13 m L
13	BENGUERIR	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /13 m L
14	SIDI ALLAL ELBAHRAOUI	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /8 m L
15	TAHANAOUT	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /8 m L
16	BENGUERIR	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /8 m L
17	TAHANAOUT	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /8 m L
18	TATA	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /8 m L
19	ZAOUAT CHEIKH	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /8 m L
20	TATA	Mono double extension latérale à commande Hydraulique /8 m L
21	TATA	Mono double extension latérale à télécommande électro- Hydraulique /13 m L
22	TAHANAOUT	Mono double extension latérale à télécommande électro- Hydraulique /13 m L
23	BENGUERIR	Mono double extension latérale à télécommande électro- Hydraulique /13,6 m L
24	TETOUAN	Mono double extension latérale à télécommande électro- Hydraulique /13,6 m L

Véhicule	Ville	Matricule
Camion tracteur	BENEGUERIR	236 667M